



Compte rendu de la semaine d'action « Emplois DGFIP » du 30 janvier au 3 février 2012

Le "grand patron" se targue d'aller à la rencontre des agents et de favoriser le dialogue.

Drôle de dialogue où pression et intimidation sont au premier plan.

Il a fallu une intervention des organisations syndicales auprès des bureaux de la Direction Générale pour rassurer les agents...

Ce n'est pas ainsi que l'on instaure un vrai échange !

Mais le Directeur n'est apparemment pas prêt à entendre la vérité :

- que les agents en ont assez de se voir expliquer les bienfaits des "gains de productivité" et les "recettes miracles" pour remplir leur mission de service public avec toujours moins de moyens,
- qu'ils en ont assez de s'entendre dire que c'est pire ailleurs et qu'ils doivent participer à l'effort national...

On sait ce qu'il en est de la répartition des efforts !

On sait sur qui pèse la charge de travail !

On sait qui a perçu les primes et qui n'a perçu que des cacahuètes !

C'est pourquoi, malgré les tentatives d'intimidation et les pressions exercées, moins de la moitié des agents a finalement participé aux "grands messes" de la Direction.

C'est pourquoi aussi plus de la moitié des agents B et C de la DDFiP 64 et plus du 1/3 des cadres A ont fait grève ce jeudi 2 décembre suivant l'appel national et départemental de la CGT Finances Publiques, de l'Union Snui Sud Solidaires et de FO-DGFIP.

Le lendemain, c'est une centaine d'agents, représentative de tous les métiers et de tous les sites du département, qui a bravé le froid et la neige pour aller interpeller le « patron » à l'occasion de la reconvoction du Comité Technique Local relatif aux suppressions d'emplois.



Un agent lui a lu une motion (ci-dessous) qui a été suivie d'un tonnerre d'applaudissement (par le personnel présent).



Monsieur le Directeur,

Fraude fiscale, secteur public local, accueil... le gouvernement lance de grandes campagnes de communication mettant en avant l'importance des missions de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci implique de fait des besoins en personnel en adéquation.

Pourtant, 2.441 emplois sont encore supprimés en 2012, portant à près de 25.000 emplois les suppressions effectuées depuis 10 ans.

Nous sommes ici pour dénoncer l'incohérence de cette politique destructrice.

Dans notre Direction départementale, elle se traduit par la suppression nette de 16 emplois encore cette année.

La catégorie des cadres C est comme toujours durement touchée, avec la suppression de 23 emplois en 2012, après la perte de 29 emplois en 2011.

L'administration marque son mépris des agents en ne se donnant même plus la peine de justifier ces suppressions d'emplois par des pseudo "gains de productivité fléchés".

Ce dogme de "moins d'état" a des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFiP et les conditions de vie au travail des agents.

Avec toujours moins, nous devons faire face à toujours plus de charges, avec la création de nouveaux impôts et taxes, des réformes incessantes de structures, l'accroissement des demandes écrites ou verbales des contribuables.

Nous n'avons plus les moyens d'assurer un service public de qualité.

Malaise, colère et profond sentiment d'abandon : voilà ce que nous ressentons.

L'obsession de la hiérarchie de présenter des indicateurs irréprochables, une gestion de plus en plus tatillonne et des contrôles internes qui se multiplient installent un climat de suspicion, de défiance et de découragement, alors que l'objectif commun devrait être celui de relations de travail sereines, respectueuses, constructives et efficaces.

Le 23 janvier 2012, les représentants des personnels ont traduit la colère des agents en boycottant la 1^{ère} convocation du Comité Technique Local consacré aux emplois.

Aujourd'hui, nous venons, en personne, vous exprimer notre exaspération face à ces nouvelles suppressions : la destruction massive des emplois de notre direction est aujourd'hui insoutenable !!

L'emploi à la DGFiP n'a pas à être la variable d'ajustement des déficits publics. C'est pourquoi nous disons :

Stop aux suppressions d'emplois !!

Stop à la détérioration du service public qu'est en droit d'attendre le contribuable !!

Stop à la dégradation de nos conditions de travail !!

Interpellé par les agents, notre directeur n'a eu de cesse de manier la langue de bois, resservant le même discours (situation de la Grèce, effort national...) rabâché lors des voeux de la Direction, lors des grands messes, lors des réunions de cadres...

Il a démontré son absence totale de connaissance du travail et des conditions de vie des agents de « son » réseau !

Par conséquent, les agents et les représentants du personnel ont quitté la salle.

La CGT Finances Publiques continuera d'agir dans l'unité pour stopper les politiques régressives, et exiger des négociations sur les revendications de la plateforme intersyndicale.